



Bourget, carence... Contre la démenche, l'État-providence !

Monsieur le président,



Comme nous vous l'avons annoncé la semaine dernière¹, SOLIDAIRES DOUANES va boycotter le comité social d'administration local (CSAL) de ce jour.



Le Bourget : image du sabotage du métier.

Certes, le sujet de l'avenir, ou plutôt du non-avenir selon la « haute » administration, du Bureau de Contrôle (BC) du Bourget nous tient particulièrement à cœur². Mais nous aurons l'occasion d'y revenir le 12 décembre, date de la reconvoction.

En attendant, nos sections d'Orly et de Roissy rejoignent l'appel national à la grève et à la mobilisation du 5 décembre prochain et au boycott de toutes les instances de « dialogue social » d'ici à cette journée.

Vous le savez, la demande d'un effort conséquent aux fonctionnaires en général et aux douaniers en particulier par un gouvernement et un ministre de la Fonction Publique aux abois, cherchant de l'argent partout sauf là où il est, et pénalisant en plus les administrations créées pour en collecter, n'est pas acceptable.



La carence pour maladie : représentation de la diversion.

Les trois jours de carence qu'ont veu nous imposer sont devenu le symbole inique et stupide d'un pouvoir politique préférant se trouver des boucs émissaires faciles plutôt que d'avoir le courage de vraies solutions.

70% des salariés du secteur privé échappe à ces jours de carence.

De plus, le soit-disant absentéisme dans la Fonction Publique d'État (FPE) est plus faible que dans les entreprises.

Enfin, il ne faut pas s'étonner que le vieillissement des fonctionnaires et le recul de l'âge de départ en retraite aboutisse très logiquement à une augmentation de la prise de Congés de Maladie Ordinaire (CMO). Qui peut honnêtement trouver surprenant que les problèmes de santé augmentent avec l'âge ?

Sur le fond, le dispositif des jours de carence est évidemment vu comme injuste et punitif.

Imagine-t-on que les gens font exprès de tomber malade ? N'est-ce pas une double peine que d'avoir à la fois :

- un problème de santé,
- et une retenue sur salaire ?

1 Cf notre déclaration liminaire au groupe de travail local (GTL) sur les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) du 26/11/2024.

2 Source : <https://solidaires-douanes.org/Le-Bourget>



Gouvernement aux abois : faillite du système ultra-libéral.

Sans aucun doute, ce gouvernement de bric et de broc, constitué de divers camps ayant pour seul point commun d'avoir perdu toute légitimité aux dernières élections législatives, va, sauf retournement de dernière minute, tomber, précisément sur le sujet du budget de la Sécurité Sociale, ce qui au fond est très symbolique.

Nous ne savons pas qui lui succédera ni ce qu'il adviendra des projets démagogiques qu'il portait pour la Fonction Publique.

Mais, en tout état de cause, nous continuerons à combattre tout ce qui a pour conséquence :

- de punir les fonctionnaires pour un état catastrophique des finances publiques dont ils ne sont absolument pas responsables ;
- et d'affaiblir l'État, donc *in fine* tout le pays, comme le savent tous ceux qui connaissent l'histoire longue de la France.

Il existe pourtant des solutions pour en finir avec les problèmes budgétaires et la précarisation de la Fonction Publique, et nous les portons depuis de nombreuses années.

On peut par exemple :

- renforcer les moyens de contrôle fiscaux de l'État, ce qui est plus que nécessaires avec une fraude fiscale estimée au bas mot à 80 milliards d'euros par an,
- ou s'interroger sur la pertinence d'un grand nombre de niches fiscales, légales, mais pas légitimes pour autant, représentant 300 milliards d'euros chaque année d'après la sociologue et économiste Monique Pinçon-Charlot.



La solution : l'Etat-providence, fondement historique éprouvé !

On le voit, c'est d'un renforcement de l'État dont nous avons besoin, pas de cet affaiblissement, de ce sabotage permanent, qui transforme petit à petit la France en fétu de paille ballotté à tous les vents du libre-échange et de la mondialisation.

Il nous faut :

- des moyens,
- des effectifs,
- des rémunérations à la hauteur de notre engagement pour notre pays,
- et des interlocuteurs ayant réellement le sens de l'État.

SOLIDAIRES DOUANES est porteur de nombreuses propositions en ce sens et sera toujours prêt à en débattre avec des partenaires réellement portés par l'intérêt général.

Mais jamais nous ne serons disposés à entériner la casse de la Fonction Publique, et encore moins à prêter complaisamment le flan à ceux qui veulent faire de nous les boucs émissaires de l'effondrement de notre pays.

La délégation SOLIDAIRES Douanes,

le mardi 3 décembre 2024